

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les femmes de l'Afrique de l'Ouest s'engagent à plus s'impliquer dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix

Dakar, le 11 décembre 2017 – La 8^{ème} édition de la journée portes-ouvertes sur la mise en œuvre des Résolutions 1325 (2000) et suivantes du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité, et co-organisée par la CEDEAO et les Nations Unies, s'est tenue le 11 décembre 2017 à Dakar. Elle a été présidée par Mme Priya Gajraj, Coordinatrice Résidente du système des Nations Unies au Sénégal, qui représentait M. Mohamed Ibn Chambas, Représentant spécial du Secrétaire-général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et M. Awudu Ahmed Gumah, Représentant le Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre (CCDG).



Photo de la tribune officielle lors de la 8ème édition de la Journée Portes-Ouvertes CEDEAO UNOWAS

La mise en œuvre des Résolutions 1325 (2000) et suivantes a connu des progrès significatifs en Afrique de l'Ouest. Les Etats membres de la CEDEAO ont adopté, en février 2017, le plan d'action triennal (2017-2020) de la Composante Femmes, Paix et Sécurité du Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO (CPCC). Ce plan d'action permet une implication beaucoup plus effective et concrète des femmes dans la prévention des conflits et l'édification de la paix en Afrique de l'Ouest. Cette journée portes-ouvertes a été une occasion d'engager toutes les parties prenantes nationales des pays de la sous-région et les acteurs régionaux dans la mise en œuvre effective de ce plan d'action de la CEDEAO.

L'intervention de la CEDEAO, prononcée par M. Awudu Ahmed Gumah, Responsable de la Planification, Recherche, Suivi et Evaluation du Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre, a porté sur les effets néfastes des conflits armés sur la vie sociale,

économique et politique de l'Afrique de l'Ouest, et les actions menées par la CEDEAO pour implanter la paix et la sécurité, y compris les instruments, des mécanismes et des programmes, dont le plan d'action de la composante femmes, paix et sécurité du Cadre de la Prévention des Conflits de la CEDEAO (CPCC).

L'intervention du Représentant de la CEDEAO a présenté les tendances émergentes nuisibles à la paix et la sécurité dans l'espace CEDEAO et la région du Sahel, à savoir le terrorisme, l'extrémisme violent et le radicalisme d'une part, et la nécessité d'une approche holistique permettant à asseoir une base durable de paix et de sécurité dans les deux régions d'autre part.

La présentation sur le Plan d'Action 2017 – 2020 de la composante Femmes, Paix et Sécurité du Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO (CPCC) par le Dr. Odile Faye, Chargée de Programme Genre et Société Civile du CCDG, a permis de présenter la raison d'être du CCPC, sa démarche opérationnelle, ses différentes composantes, les éléments clés de sa Composante Femmes, Paix et sécurité, et ensuite les huit (8) résultats et les activités y relatifs.



Photo de famille des participants à la 8ème édition de la Journée Portes-ouvertes CEDEAO UNOWAS

A l'issue de cette rencontre, les femmes leaders de la région ont pris bonne note des axes et activités du plan d'action 2017 – 2020 de la CEDEAO. Au regard de l'important rôle que jouent les femmes dans la prévention et le règlement des conflits et dans la consolidation de la paix, elles se sont engagées à s'investir pleinement dans la mise en œuvre de ce plan d'action régionale qui vise à maintenir et promouvoir la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest.

Les journées Portes-ouvertes annuelles ont été instituées depuis l'année 2010 par le Secrétaire Général des Nations Unies, pour engager le dialogue direct avec les femmes et les acteurs des différentes régions du monde, afin de faire le point sur la mise en œuvre des résolutions 1325 et suivantes du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité.



Cette Huitième Edition de la journée portes-ouvertes a été organisée par UNOWAS, la CEDEAO et ONUFEMMES en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme (HCDH), le G5 Sahel et l'Union du Fleuve Mano.